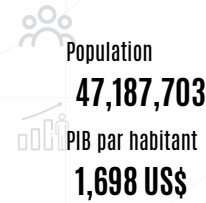
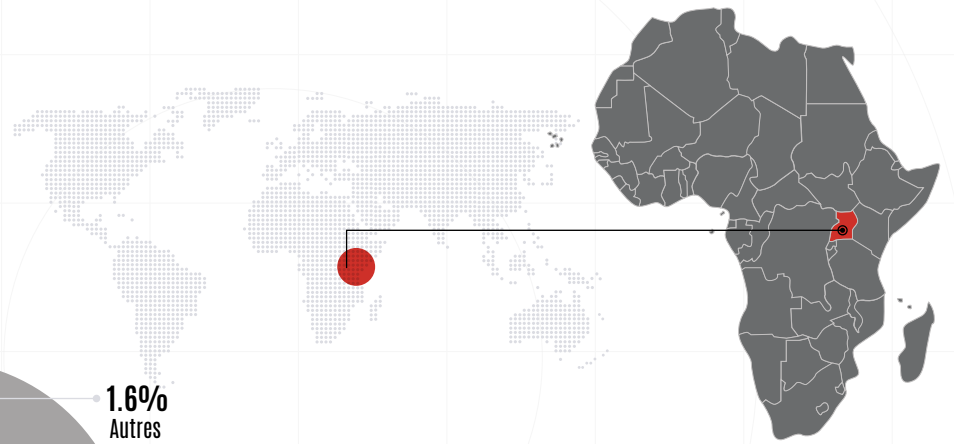
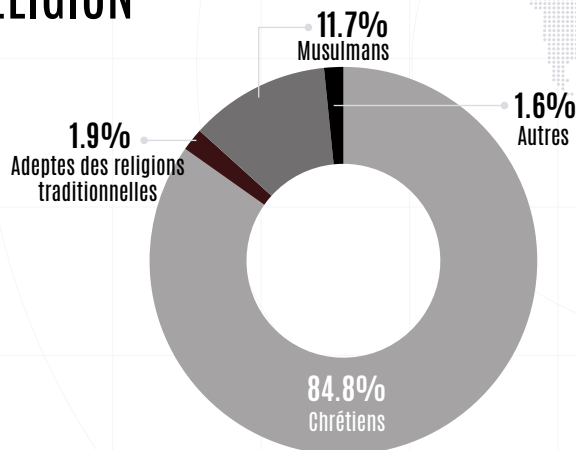




UGANDA

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution ougandaise interdit toute forme de discrimination religieuse et dispose qu'il n'y a pas de religion d'État. L'article 29, alinéa 1, point c, de la Constitution reconnaît aux Ougandais la « liberté de pratiquer toute religion et de la manifester par la pratique, ce qui comprend le droit de participer aux pratiques de toute organisation religieuse d'une manière compatible avec la présente Constitution ».¹ Bien que les citoyens ougandais puissent jouir de la liberté de pensée, de conscience et de croyance, le gouvernement peut limiter ces droits par des « mesures raisonnablement justifiables pour faire face à un état d'urgence » (article 46, alinéa 2).² La Constitution prohibe la création de partis politiques sur une base religieuse (article 71, alinéa 1er, point b). Les groupes religieux sont tenus de s'enregistrer en tant qu'organisations à but non lucratif auprès du Bureau ougandais des services d'enregistrement afin d'obtenir un statut juridique. Pour pouvoir agir, ils doivent également obtenir une licence du Ministère de l'intérieur. Les grands groupes religieux, tels que « l'Église catholique, l'Église anglicane, l'Église orthodoxe, l'Église adventiste du Septième Jour et le Conseil suprême des musulmans d'Ouganda » sont

exemptés de cette exigence.³

L'instruction religieuse est facultative dans les écoles publiques. Si une école choisit d'enseigner la religion, elle doit suivre le programme approuvé par l'État.⁴

À la mi-2017, le Département des affaires religieuses de la Direction de l'éthique et de l'intégrité (qui dépend du Bureau du Président) a fait un projet de loi visant à élargir les pouvoirs de contrôle du ministère et à lui fournir de plus vastes pouvoirs pour réglementer les groupes religieux existants. Le projet de loi visait à lutter contre un prétendu manque de transparence et contre la discorde entre les divers groupes confessionnels.⁵ Il était également destiné à mettre fin aux pratiques corrompues et frauduleuses menées par certains religieux malhonnêtes. De nombreuses Églises « re-nées [born again] » ont prétendu que le projet était une atteinte à la liberté du culte, tandis que d'autres leaders religieux ainsi que le Conseil interreligieux de l'Ouganda se sont félicités de la nouvelle législation. À la date de rédaction du présent rapport, cette loi n'avait pas encore été adoptée.

Dans un geste sans précédent, l'Autorité de la capitale Kampala a pris un arrêté en avril 2017, en application de l'Ordonnance sur le maintien de l'ordre public de 2006, afin d'interdire tout type de prédications de rue, en par-

ticulier les prédicateurs utilisant des haut-parleurs.⁶ Les contrevenants sont passibles d'une amende de 40.000 shillings (environ 10 euros), de deux mois d'emprisonnement, ou des deux. Certains groupes chrétiens ont considéré cette décision comme une attaque contre le christianisme.⁷ D'autres observateurs ont souligné que l'Autorité de la capitale Kampala n'avait pas le pouvoir de prendre une telle décision sans l'approbation préalable du Parlement ougandais.⁸

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Les pratiques gouvernementales ne semblent pas restreindre de manière significative la liberté religieuse des citoyens ougandais. La Constitution est convenablement respectée. Néanmoins, des tensions entre groupes religieux surgissent souvent, en particulier lors d'événements publics.

Pour les musulmans, la conversion au christianisme est une question très controversée. Il peut arriver que les familles et communautés des convertis rejettent ces derniers, voire les persécutent.⁹ En août 2019, un groupe de musulmans extrémistes a incendié la maison d'Ali Nakabele, un ancien musulman converti au christianisme en 2018. L'attaque, qui a eu lieu près de Kampala, a tué ses deux enfants, ainsi que sa mère et son beau-père.¹⁰ De même, le 10 novembre 2019, Ronal Nayekuliza a été empoisonné par sa famille élargie parce qu'il avait quitté l'islam pour se convertir au christianisme.¹¹

En décembre 2018, le gouvernement a déposé un projet de loi visant à obliger tous les responsables religieux à acquérir des qualifications certifiées en théologie. Cette politique avait également pour but « d'assurer la transparence et la responsabilité financière au sein des organisations religieuses et confessionnelles ». ¹² Le président Yoweri Museveni a rencontré des chefs religieux en septembre 2019 afin de répondre à leurs préoccupations en ce qui concerne ce projet de loi. ¹³

Frère Norbert Emmanuel Mugarura, Supérieur Général des Frères de Saint Charles Lwanga, a été tué en juillet 2019 à Kampala où il était allé assister à plusieurs réunions. Mgr John Baptist Kaggwa, évêque émérite de Masaka, a demandé une enquête sur les circonstances de sa mort. ¹⁴

Lors de la Journée nationale de prière, en février 2020, le Conseil chrétien conjoint de l'Ouganda, une organisation

œcuménique chrétienne, a appelé la population à prier pour des élections pacifiques en 2021. ¹⁵

En juin 2018, les évêques catholiques ougandais ont annoncé qu'ils créeraient une chaîne de télévision catholique une fois qu'ils auraient obtenu la licence de la Commission pour les Communications en Ouganda. ¹⁶ La nouvelle chaîne de télévision a commencé à émettre en février 2020. ¹⁷

En novembre 2020, avant les élections législatives du 14 janvier 2021, plusieurs candidats de l'opposition ont été arrêtés sous prétexte qu'ils avaient enfreint les règles sur le confinement contre le Covid-19. Ils ont finalement été libérés sous caution. Toutefois, l'incident a déclenché deux jours de manifestations qui ont fait au moins 37 morts. L'Église catholique ainsi que d'autres groupes confessionnels ont protesté contre de tels agissements. Auparavant, en 2019, l'Église s'était publiquement opposée à un projet de loi du Président sortant Museveni – alors âgé de 76 ans et candidat pour la sixième fois – visant à supprimer la limite d'âge pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles. ¹⁸

À l'approche des élections, les émeutes et la violence se sont intensifiées, ce qui a incité les responsables ecclésiastiques catholiques à adresser un message long et détaillé à tous les candidats aux élections. Dans un langage dépourvu de toute ambiguïté, ils ont déploré la détérioration de la situation et plaidé pour la protection des droits de l'homme, pour la sécurité des journalistes et pour que les élections fournissent des résultats positifs pour le peuple. « Le lien entre les élections dans notre pays et la violation des droits de l'homme est inquiétant. Nous nous demandons comment un processus démocratique peut devenir le terreau de la violation de droits prévus dans notre Constitution nationale ». ¹⁹ La victoire du président sortant Museveni n'a pas apaisé la population, et le leader de l'opposition Robert Kyagulanyi, également connu sous le nom de Bobi Wine, a annoncé qu'il contesterait les résultats par tous les moyens juridiques disponibles. ²⁰

Tous les lieux de culte ont été fermés en mars 2020 pour contenir la propagation du Covid-19. ²¹ L'Église catholique a cherché des moyens d'évangéliser pendant la pandémie « par le biais de la radio et des médias numériques » ²², et d'aider à combattre le virus.

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Le président Museveni, au pouvoir depuis 1986, a été réélu lors des élections présidentielles de janvier 2021 sur fond d'allégations de fraude.²³ Conformément aux avertissements de l'Église, les tensions ont augmenté au cours de la période qui a précédé le jour de l'élection.

Selon le Armed Conflict Location & Event Data Project, l'Ouganda a connu en 2020 son niveau le plus élevé de violence de la décennie, surtout en raison des mesures répressives des forces de sécurité.²⁴ Par ailleurs, rien ne laisse clairement paraître si le projet de loi, exigeant des responsables religieux qu'ils aient des qualifications certifiées, sera un jour approuvé.

Bien que les droits de l'homme soient garantis et globalement respectés en Ouganda, ces droits, dont le droit à la liberté religieuse, sont confrontés à un avenir incertain.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Uganda 1995 (Rev 2017), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Uganda_2005?lang=en
- 2 Ibid.
- 3 Office of International Religious Freedom, "Uganda," 2019 International Religious Freedom Report, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/uganda/>
- 4 Ibid.
- 5 David Lumu, "Proposed legislation to regulate worship divides religious leaders," The Observer, 24 mai 2017, <https://observer.ug/lifestyle/53046-proposed-legislation-to-regulate-worship-divides-religious-leaders.html>
- 6 "Street preachers defy KCCA Ban," Business Focus, 8 avril 2019, <https://businessfocus.co.ug/street-preachers-defy-kcca-ban/>
- 7 Kimbowa Ivan, "Street preachers defy KCCA Ban," Uganda Radio Network, 7 avril 2019, <https://ugandaradionetwork.net/story/street-preachers-defy-kcca-ban->
- 8 "Banning street preachers an attack on Christianity – Buturo," New Vision, 24 avril 2017, <https://www.newvision.co.ug/news/1451863/banning-street-preachers-attack-christianity-buturo>
- 9 "Leave Islam, lose family: a common choice in western Uganda," International Christian Concern, 22 janvier 2020, <https://www.persecution.org/2020/01/22/leave-islam-lose-family-common-choice-western-uganda/>
- 10 "Christian man in Uganda loses family to attack on home," International Christian Concern, 3 octobre 2019, <https://www.persecution.org/2019/10/03/christian-man-uganda-loses-family-attack-home/>
- 11 "Christian poisoned by brothers in Uganda," International Christian Concern, 25 novembre 2019, <https://www.persecution.org/2019/11/25/christian-poisoned-brothers-uganda/>
- 12 "All religious clerics to obtain formal theological training," New Vision, 6 décembre 2018, <https://www.newvision.co.ug/news/1490841/religious-clerics-obtain-formal-theological-training>
- 13 "Museveni to meet religious leaders over qualifications," Daily Monitor, 24 septembre 2019, <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/museveni-to-meet-religious-leaders-over-qualifications-1849582>
- 14 « Appel par l'intermédiaire de Fides de l'évêque émérite de Masaka réclamant la vérité sur le meurtre du Supérieur général des Frères de Saint Charles Lwanga », Agenzia Fides, 10 juillet 2019, http://www.fides.org/fr/news/66342-AFRIQUE_OUGANDA_Appel_par_l_intermediaire_de_Fides_de_l_Eveque_emerite_de_Masaka_reclamant_la_verite_sur_le_meurtre_du_Superieur_general_des_Freres_de_Saint_Charles_Lwanga
- 15 « Appel des responsables religieux chrétiens en faveur de la paix en vue des élections générales de l'an prochain », Agenzia Fides, 26 février 2020, http://www.fides.org/fr/news/67465-AFRIQUE_OUGANDA_Appel_des_responsables_religieux_chretiens_en_faveur_de_la_paix_en_vue_des_elections_generales_de_l_an_prochain
- 16 « Annonce de la part de la Conférence épiscopale du lancement de la chaîne de télévision Uganda Catholic Television », Agenzia Fides, 23 juin 2018, http://www.fides.org/fr/news/64407-AFRIQUE_OUGANDA_Annonce_de_la_part_de_la_Conference_episcopale_du_lancement_de_la_chaine_de_televison_Uganda_Catholic_Television
- 17 Merci Maina, "First-ever Catholic television in Uganda testing its 'free-to-air' transmission," ACI Africa, 14 février 2020, <https://www.aciafrica.org/news/816/first-ever-catholic-television-in-uganda-testing-its-free-to-air-transmission>
- 18 Fredrick Nzwilli, "Riots after arrests and violence in Uganda," The Tablet, 1er décembre 2020, <https://www.thetablet.co.uk/news/13613/riots-after-arrests-and-violence-in-uganda>
- 19 "Catholic bishops voice concerns on today's polls", Daily Monitor, 14 janvier 2021.
<https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/catholic-bishops-voice-concerns-on-today-s-polls-3257104>
- 20 "Bobi Wine to legally contest Uganda vote, urges non-violence", Al-Jazeera, 17 janvier 2021.
<https://www.aljazeera.com/news/2021/1/17/bobi-wine-to-legally-contest-uganda-presidential-vote-result>
- 21 « Demandes de plusieurs évêques à bénéficier du Fonds d'urgence des Œuvres pontificales missionnaires face aux nombreuses nécessités », Agenzia Fides, 28 mai 2020, http://www.fides.org/fr/news/68003-AFRIQUE_OUGANDA_Demandes_de_plusieurs_Eveques_a_beneficier_du_Fonds_d_urgence_des_Oeuvres_pontificales_missionnaires_face_aux_nombreuses_necessites
- 22 « Poursuite de l'action du Fonds des Œuvres pontificales missionnaires pour l'urgence Covid en faveur de l'Afrique et de l'Amérique », Agenzia Fides, 8 juin 2020, http://www.fides.org/fr/news/68090-VATICAN_Poursuite_de_l_action_du_Fonds_des_Oeuvres_pontificales_missionnaires_pour_l_urgence_Covid_en_faveur_de_l_Afrique_et_de_l_Amerique
- 23 "Uganda's long-time leader Yoweri Museveni declared election winner," BBC News, 17 janvier 2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-55689665>
- 24 "CTD Spotlight: State force in Uganda," Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), <https://acleddata.com/2020/05/07/ctd-spotlight-state-force-in-uganda/>